

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P)

N° DE MARCHE : AO 24 NA 0013

**Mise en place d'un contrat de protection sociale destiné au personnel de la Caisse
Autonome Nationale de la Sécurité Sociale dans les Mines**

Filiéris est une marque déposée pour son offre de santé par la CANSSM

CAISSE AUTONOME NATIONALE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE DANS LES MINES

77, avenue de Ségur - 75714 PARIS CEDEX 15

Table des matières

ARTICLE 1	OBJET ET CARACTERISTIQUES DU MARCHE	4
1.1	Objet du marché.....	4
1.2	Allotissement.....	4
1.3	Procédure utilisée	4
1.4	Forme du marché.....	5
1.5	Durée du marché	5
ARTICLE 2	PARTIES CONTRACTANTES.....	5
ARTICLE 3	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	6
3.1	Disposition particulière	6
ARTICLE 4	CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE	7
4.1	Respect des obligations en matière de travail.....	7
4.2.	Obligation d'information du titulaire.....	7
4.3.	Obligation de discrétion du titulaire (sécurité et secret professionnel).....	8
4.4.	Obligation d'information du titulaire.....	9
4.5.	Maintien des garanties en cas de retard administratif dans le paiement des cotisations	10
4.6.	Suivi statistique et rapport technique et financier	10
ARTICLE 5	DISPOSITIONS FINANCIERES	11
5.1	Caractéristiques et forme des prix.....	11
5.2	Révision des prix.....	12
5.3	Paiement	12
5.4	Cautionnement – retenue de garantie	14
ARTICLE 6	RESILIATION ET PENALITES	14
6.1	Résiliation.....	14
6.2	Pénalités.....	14
ARTICLE 7	FRAIS ET RISQUES	17
ARTICLE 8	CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	18
8.1	Avance.....	18
8.2	Nantissement et cession de créances.....	18
ARTICLE 9	ASSURANCES	18

ARTICLE 10	SOUS-TRAITANCE	18
ARTICLE 11	CESSION DE MARCHE	19
ARTICLE 12	LITIGES.....	19
ARTICLE 13	MODIFICATIONS DE MARCHE.....	19
ARTICLE 15.	RESPECT DES INFORMATIONS DANS LE CADRE DU RGPD : SECURITE ET PROTECTION DES DONNEES	19
ARTICLE 16.	Clause de réversibilité	21
ARTICLE 17	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	21

ARTICLE 1 OBJET ET CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ

1.1 Objet du marché

Les dispositions du présent cahier des clauses administratives particulières concernent la passation d'un marché ayant pour objet :

- Les frais de santé : faire bénéficier le personnel et leurs ayants droit, de prestations complémentaires aux régimes de base de la Sécurité Sociale en cas de frais médicaux, chirurgicaux et d'hospitalisation, dans la limite des frais réellement engagés par les assurés.
- La prévoyance : le versement de prestations en cas de décès, incapacité temporaire et invalidité permanente.

1.2 Allotissement

Le marché, objet de la présente consultation n'est pas alloti en application de l'article L2113-11 2° du CCP dans la mesure où « *la dévolution en lots séparés est (...) risque de rendre (...) financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations ;* »

Le marché alloti de la CANSSM pour la période 2020-2024 met en exergue que la dévolution en lots séparés (prévoyance excédentaire et mutuelle déficitaire sans compensation) est de nature à rendre financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

Au global, les dispositifs de prévoyance ont engendré des résultats positifs de 2,7 M€ en 2023. Le dispositif de mutuelle était pour sa part déficitaire de 265k€, la différence d'allotissement n'a pas permis de maintenir le niveau de cotisations frais de santé stable entre 2023 et 2024,

Afin de ne pas rendre financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations, un compte de participation aux bénéfices est mis en place et détaillée au CCTP.

Le marché est estimé à 29,5 M€ (pour la durée totale).

Cette estimation n'est pas contractuelle et n'engage pas la CANSSM, qui ne saura être tenue pour responsable du dépassement ou de l'absence d'atteinte de ce montant.

1.3 Procédure utilisée

La procédure de consultation utilisée est l'appel d'offres ouvert, en application des dispositions des articles L2124-2, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique (CCP).

Le présent marché reste soumis à la réglementation applicable aux marchés des organismes de sécurité sociale, soit à ce jour, les dispositions de l'arrêté du 19 Juillet 2018 portant réglementation des marchés publics des organismes de sécurité sociale.

1.4 Forme du marché

Le présent marché est un marché ordinaire sans technique d'achat mono attributaire sans montant minimum et un maximum de **35,4 M€ (pour la durée totale)** au sens du code de la commande publique (CCP).

1.5 Durée du marché

La première période du présent marché se décompose en 2 phases :

- La mise en place du marché commençant à compter de la date de notification au titulaire.
- La phase d'exécution du contrat de complémentaire santé et du contrat de prévoyance : 1^{er} juillet 2025 et se termine le 30 juin 2027.

A l'issue des deux premières années de la phase d'exécution, le marché pourra être reconduit expressément par le représentant du pouvoir adjudicateur pour deux périodes de 12 mois sans que la durée totale du marché, reconductions comprises, ne dépasse 48 mois, dates de fin de reconduction comprises.

A cet effet, le représentant du pouvoir adjudicateur se prononce au plus tard deux mois avant la fin de la période considérée, en notifiant par écrit au titulaire sa décision de reconduire ou non le marché ; la non reconduction du marché ne donnera pas lieu à un versement d'indemnité.

ARTICLE 2 PARTIES CONTRACTANTES

- Le représentant de l'Organisme, signataire du Marché, est :

**Le Directeur Général de la
CAISSE AUTONOME NATIONALE DE LA SECURITE SOCIALE DANS LES MINES**

**77, avenue de Ségur
75714 PARIS CEDEX 15**

- Le titulaire du Marché désigne dès la notification du marché là ou (les) personne(s) ayant qualité pour le représenter vis-à-vis du pouvoir adjudicateur, ainsi que pour l'exécution du Marché.

Le titulaire est tenu de signaler immédiatement au Pouvoir Adjudicateur toutes modifications survenant au cours de l'exécution du marché se rapportant au fonctionnement de sa société (modifications de la forme de l'entreprise, de sa raison sociale, des personnes ayant le pouvoir d'engager la société, changement d'adresse, etc.).

ARTICLE 3 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement et son annexe financière
- Le présent CCAP
- Le CCTP, complété par l'offre technique du titulaire concernant les articles expressément listés, et notamment ses annexes
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (issue de l'arrêté du 30 mars 2021)
- L'offre technique et financière du titulaire
- L'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale

Les pièces générales bien que non jointes au présent marché, sont réputées connues des parties.

3.1 Disposition particulière

Les Pièces particulières et générales évoquées ci-dessus sont réputées déroger à toutes conditions (générales, particulières, spéciales...) émises par le titulaire dans le cadre du présent marché et s'appliqueront par conséquent en priorité.

Toutefois, dans le cas où les conditions du titulaire comporteraient des dispositions plus favorables aux intérêts de la CANSSM, leur application reprendrait un caractère prioritaire.

Le titulaire du marché est réputé connaître les documents ci-dessus énumérés et tenu d'accepter les clauses et conditions de l'ensemble des pièces contractuelles, y compris en ce qu'elles auraient de contraire à ses conditions personnelles.

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs du marché, ces documents prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés. Les dérogations au CCAG/FCS sont précisées dans le dernier article du présent CCAP.

ARTICLE 4 CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHÉ

4.1 Respect des obligations en matière de travail

Le titulaire se doit de respecter les obligations en matière de travail non dissimulé et de travail des salariés étrangers citées ci-après :

- Non dissimulation d'activité : article L.8221-3 du code du travail
- Non dissimulation d'emploi salarié : L.8221-5 du code du travail, L.1221-10 (déclaration préalable d'embauche des salariés), L.3243-2 (obligation de délivrance d'un bulletin de paie)
- Pour le cocontractant établi en France : article D.8222-5 du code du travail
- Pour le cocontractant établi à l'étranger : article D.8222-7 du code du travail
- Emploi d'étrangers non autorisés à travailler : articles L.8251-1, D.8254-2 et D.8254-4 du code du travail

A cet effet, le titulaire doit remettre périodiquement les documents suivants :

- Attestation(s) fiscale(s)
- Attestation(s) sociale(s) (type URSSAF ...)
- Kbis

En cas de recours à des travailleurs étrangers, liste nominative des salariés étrangers
Le titulaire est responsable du respect de celles-ci par ses sous-traitants éventuels.

4.2. Obligation d'information du titulaire

Le titulaire s'engage à informer sans délai la CANSSM de toute difficulté rencontrée dans la réalisation des prestations de nature à retarder ou compromettre le fonctionnement ultérieur du marché.

Le titulaire s'engage notamment à informer immédiatement la CANSSM de toute procédure qui entraînerait :

- Une modification dans la structure et la charge de travail de l'équipe intervenante,
- Une modification dans les méthodes de travail,
- Une prise de contrôle par une autre société ou une fusion entre plusieurs structures,
- Une modification dans la structure juridique du titulaire, la répartition de son capital,
- Une déclaration de cessation de paiement ayant comme conséquence un redressement ou une liquidation judiciaire.

Durant la période de validité du marché, le titulaire est tenu de communiquer par écrit, au pouvoir adjudicateur tout changement ayant une incidence sur le statut de la société, y compris

les changements d'intitulé de son compte bancaire. Il produira à cet effet, un nouveau relevé d'identité bancaire.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, le titulaire est informé que le pouvoir adjudicateur ne saurait être tenu pour responsable des retards de paiement présentant une anomalie par comparaison aux indications portées sur l'acte d'engagement ou du RIB remis lors de la remise de l'offre, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont le pouvoir adjudicateur n'aurait pas eu connaissance.

Dans le cas où les informations ci-dessus référencées ne lui auraient pas été transmises, la CANSSM peut résilier le marché, sans préavis, ni indemnité.

Si le titulaire souhaite confier à un ou plusieurs sous-traitants l'exécution partielle des prestations, il en informe la CANSSM pour acceptation et agrément du ou des sous-traitants, dans le respect des conditions visées à l'article 13 du présent CCAP. Le titulaire reste seul responsable:

- Du respect des clauses du présent marché ;
- De la qualité technique des prestations réalisées.

4.3. Obligation de discrétion du titulaire (sécurité et secret professionnel)

Le titulaire du marché est astreint à une obligation de confidentialité, notamment à l'égard de tout tiers extérieur à la CANSSM, pour toutes les opérations qui lui sont confiées.

Dans les limites des lois en vigueur, les assureurs ne peuvent donner à un tiers aucune information sur le contrat de leur client, et sur les assurés qui en dépendent conformément à l'article 5.1 du C.C.A.G-FCS.

Le titulaire (ou l'un de ses agents) qui, soit avant la notification du marché, soit au cours de son exécution, a reçu communication, à titre confidentiel ou occasionnel, des renseignements ou documents, est tenu de maintenir confidentielle cette communication. Ces renseignements ou documents ne peuvent sans autorisation être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Toute recherche de renseignements sur le personnel ou enregistrement de communication ou de numéros entrants ou sortants sont expressément interdits.

Tous les documents, informations, données de toute nature auxquels le titulaire a eu accès, à quelque titre que ce soit, à l'occasion ou au cours de l'exécution du marché sont considérés comme secret au sens de l'article 226-13 du code pénal.

Le titulaire, ainsi que l'ensemble de son personnel, est tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les données, faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance durant l'exécution de son marché. Les supports

informatiques, documents et données de toute nature fournis par la CANSSM au titulaire restent la propriété de la CANSSM.

Conformément à l'article 34 de la loi modifiée n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le Titulaire s'engage à prendre toutes les précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le Titulaire s'engage notamment à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- assurer la protection des données relatives aux salariés de la CANSSM ;
- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés ;
- ne pas utiliser les données, documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché ;
- ne pas divulguer ces informations documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des données, documents et informations traités tout au long de la durée du présent marché ;
- prendre toutes mesures pour assurer la confidentialité des données lors des opérations de développement et de maintenance du matériel informatique utilisé dans le cadre du marché ;
- insister, au besoin par écrit, auprès de son personnel – salariés et collaborateurs – sur le caractère personnel des données qu'ils auront à traiter dans le cadre dudit marché et rappeler, à cette occasion, l'obligation au secret à laquelle ils sont engagés dans le cadre des missions qui leurs sont confiées, conformément aux engagements définis au marché.

A ce titre, le Titulaire ne pourra sous-traiter l'exécution des prestations à une autre société, ni procéder à une cession du marché, sans l'autorisation de la CANSSM. La CANSSM se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées du Titulaire.

En cas de violation par le titulaire ou un de ses sous-traitants des obligations mentionnées au présent article, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le titulaire s'expose à l'application des mesures de résiliation du marché à ses torts exclusifs.

4.4. Obligation d'information du titulaire

Le titulaire s'engage à informer sans délai la CANSSM de toute difficulté rencontrée dans la réalisation des prestations de nature à retarder ou compromettre le fonctionnement ultérieur du marché.

Le titulaire s'engage notamment à informer immédiatement la CANSSM de toute procédure qui entraînerait :

- une modification dans la structure et la charge de travail de l'équipe intervenante,
- un changement des intervenants proposés,
- une modification dans les méthodes de travail,
- une prise de contrôle par une autre société ou une fusion entre plusieurs structures,
- une modification dans la structure juridique du titulaire, la répartition de son capital,
- une déclaration de cessation de paiement ayant comme conséquence un redressement ou une liquidation judiciaire.

Durant la période de validité du marché, le titulaire est tenu de communiquer par écrit, au pouvoir adjudicateur tout changement ayant une incidence sur le statut de la société, y compris les changements d'intitulé de son compte bancaire. Il produira à cet effet, un nouveau relevé d'identité bancaire.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, le titulaire est informé que le pouvoir adjudicateur ne saurait être tenu pour responsable des retards de paiement présentant une anomalie par comparaison aux indications portées sur l'acte d'engagement ou du RIB remis lors de la remise de l'offre, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont le pouvoir adjudicateur n'aurait pas eu connaissance.

Dans le cas où les informations ci-dessus référencées ne lui auraient pas été transmises, la CANSSM peut résilier le marché, sans préavis, ni indemnité.

Si le titulaire souhaite confier à un ou plusieurs sous-traitants l'exécution partielle des prestations, il en informe la CANSSM pour acceptation et agrément du ou des sous-traitants. Le titulaire reste seul responsable:

- du respect des clauses du présent marché ;
- de la qualité technique des prestations réalisées.

4.5. Maintien des garanties en cas de retard administratif dans le paiement des cotisations

Le titulaire retenu renoncera à suspendre ses garanties ou à résilier le contrat si le retard de paiement est dû à la seule exécution des formalités administratives auxquelles la CANSSM est astreinte conformément aux règles qui la régissent.

4.6. Suivi statistique et rapport technique et financier

Le titulaire devra mettre annuellement à disposition du pouvoir adjudicateur un rapport sur l'évolution du risque et fournira 3 mois avant la date d'anniversaire du marché un compte de résultat (avant le 30 septembre de chaque année).

Le compte de résultats de l'année écoulée indique a minima:

- le montant et la nature des cotisations perçues,
- le montant et la nature des frais de gestion,
- le montant des prestations versées,
- une analyse des dépenses et de leur évolution par catégorie d'assuré et par type de dépense,
- les propositions d'amélioration des contrats en matière de prévention
- toute information utile pour apprécier l'exécution du contrat.

La CANSSM souhaite pouvoir disposer, chaque semestre, d'une analyse précise des résultats globaux du régime des statistiques de consommation santé et prévoyance avec un détail par poste, par régime (Alsace Moselle, minier et général) et par départements.

ARTICLE 5 DISPOSITIONS FINANCIERES

5.1 Caractéristiques et forme des prix

Les prestations faisant l'objet du présent marché seront réglées par application des prix indiqués par le candidat dans l'Annexe financière (Annexe 1 de l'acte d'engagement).

La forme des prix est forfaitaire.

Les cotisations sont exprimées en pourcentage du PMSS pour le dispositif de frais de santé et en fonction du salaire pour la prévoyance . Le candidat propose différents montants de cotisation mensuelle par régimes et par bénéficiaires.

Les prix facturés par le titulaire du marché dans le cadre de l'exécution du contrat ne devront pas différer des prix indiqués par le titulaire du marché lors de son offre et figurant dans l'annexe de l'acte d'engagement, sous réserve des révisions de prix prévues ci-après (article 5.2 du CCAP).

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, il est précisé que les prix du marché sont établis en considérant comme incluses toutes les sujétions normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les prestations.

Les prestations non explicitement décrites dans les pièces contractuelles, mais néanmoins nécessaires à la bonne exécution et au respect des règles de l'art sont réputées prévues dans l'offre et ne feront l'objet d'aucune plus-value.

En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge

pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

En cas de sous-traitance les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants par le titulaire ou les membres du groupement, ainsi que les conséquences de leurs défaillances.

5.2 Révision des prix

Les modifications liées par la loi ne feront pas l'objet d'un avenant mais d'un simple échange de courrier avec AR.

Conformément à la réponse du titulaire dans son CRT, les prix pourront être révisés. La cotisation pourra évoluer, par voie d'avenant, en fonction des résultats du contrat et de l'application des dispositions du Code des assurances présentés en commission de suivi (voir article 4.5 du CCTP) et validé par le Directeur Général de la CANSSM.

NOTA : En cours de marché, il sera possible d'aménager par voie d'avenant le niveau des garanties du contrat afin de l'adapter aux besoins et préconisations de la commission de suivi, validées par le Directeur Général de la CANSSM.

Les modifications ne pourront avoir pour objet ou pour effet de modifier le marché substantiellement.

5.3 Paiement

Pour les frais de santé

Adhésion obligatoire :

Dans le cadre de l'adhésion obligatoire, le financement de la mutuelle étant assuré par une cotisation à la charge pour moitié de l'employeur et pour moitié du salarié, les cotisations seront versées mensuellement et par virement par la CANSSM.

Le délai global de paiement ne peut excéder 30 jours maximum suivant le dernier jour du mois au titre duquel le prélèvement a été effectué.

Le dépassement du délai de paiement est constitué dès lors que les sommes dues au créancier, qui a rempli ses obligations légales et contractuelles, ne sont pas versées par le pouvoir adjudicateur à l'échéance prévue au contrat ou l'expiration du délai de paiement. Ce

dépassement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché ou le sous-traitant, au bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai, ainsi que d'une indemnité forfaitaire dont les modalités sont visées ci-après.

Le taux applicable pour le calcul des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente effectuée avant le premier jour du calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Outre les intérêts moratoires, et indépendamment de la teneur du retard, tout dépassement du délai de paiement donne droit au versement au titulaire d'une indemnité forfaitaire de 40 € toutes taxes comprises et ce, par retard constaté.

Adhésion facultative :

Les cotisations sont financées exclusivement par le salarié ou le bénéficiaire et sont versées directement à l'organisme assureur selon les modalités définies par ce dernier.

Pour la Prévoyance

Les cotisations s'appliquent à la rémunération de référence, celle-ci correspondant à la rémunération brute annuelle constituant l'assiette des cotisations sociales, telle que définie à l'article L. 242-1 du Code de la sécurité sociale.

Les tranches de rémunération sont définies de la manière suivante :

- Tranche 1 : tranche de rémunération inférieure à la valeur du plafond annuel de la sécurité sociale (PASS),
- Tranches 2 : tranches de rémunération comprises entre le PASS et huit fois ce plafond.

Les salariés ont la possibilité d'améliorer leur couverture « incapacité, invalidité et décès » en adhérant au régime surcomplémentaire à adhésion facultative. Le cas échéant, la cotisation sera uniquement à leur charge et aucune participation employeur ne sera appliquée.

La cotisation facultative sera prélevée sur le bulletin de salaire directement par l'entreprise et versée à l'organisme assureur.

En complément des taux de cotisation, les candidats devront estimer le coût de la reprise de passif (revalorisation des prestations incapacité/invalidité en cours) via une majoration de la cotisation via le versement d'une soulte. A la date d'échéance du marché actuel, la liste des sinistres en cours est jointe en annexe 5 – comptes de résultats. La liste pourra être mise à jour avec les organismes assureurs actuels.

5.4 Cautionnement – retenue de garantie

Le titulaire est dispensé de la constitution d'un cautionnement.

ARTICLE 6 RESILIATION ET PENALITES

Le titulaire devra respecter scrupuleusement les spécifications contenues dans le marché et il devra exécuter les prestations telles qu'elles sont décrites. En cas de difficultés, le titulaire devra immédiatement en avvertir la CANSSM.

En cas d'impossibilité d'exécution liée à des événements indépendants de sa volonté (grève, intempéries exceptionnelles, incidents graves...) le titulaire s'engage, en accord avec la CANSSM, à trouver toutes solutions de remplacement les plus adaptées.

Si une cause étrangère à la volonté du titulaire fait obstacle à l'exécution de la prestation, la CANSSM peut, sur demande de celui-ci et suivant le caractère des faits signalés, accorder une prolongation du délai d'exécution dans les conditions fixées à l'article 13.3.3 du CCAG/FCS.

Il est expressément convenu que les pénalités prévues au présent article du CCAP ont uniquement un caractère moratoire. Le titulaire reste donc intégralement redevable de l'obligation dont la non-réalisation a donné lieu à l'application de ladite pénalité, et ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement de ladite pénalité.

6.1 Résiliation

La CANSSM a la faculté de résilier le présent marché dans les conditions de préavis et de droit du titulaire telles que prévues dans le chapitre 6 du CCAG-FCS.

Conformément à l'article 29 du CCAG-FCS, le marché peut être résilié par la CANSSM à tout moment, pour motif d'intérêt général, qu'il y ait ou non faute du titulaire. Cette résiliation est effectuée par lettre recommandée avec avis de réception postal.

Par dérogation à l'article 29 du CCAG-FCS, il ne sera versé aucune indemnité de résiliation à ce titre.

L'assureur qui souhaiterait résilier à son initiative devra prévenir la CANSSM dans un délai de 6 mois avant la fin de la période considérée, en notifiant par écrit à la CANSSM sa décision de mettre fin au marché.

6.2 Pénalités

Quel que soit le montant des pénalités et sur décision du représentant du pouvoir adjudicateur, la CANSSM se réserve la possibilité de renoncer à la mise en œuvre de tout ou partie des pénalités évoquées ci-dessous.

Par dérogation à l'article 14 du Cahier des Clause Administratives applicables aux marchés de Fournitures Courantes et de Services (CCAG-FCS), la CANSSM se réserve la possibilité en cas de retard dans la présentation des informations nécessaires, d'appliquer des pénalités sans mise en demeure préalable.

Les engagements en termes de qualité et de délais dans le cadre de ses missions **au titre des dossiers Frais de Santé** portent sur les critères suivants :

Critères		Objectif / délai moyen à réception du dossier complet				
		1/5	2/5	3/5	4/5	5/5
1	Délai moyen de traitement des adhésions (hors affiliation de masse)	> 15 jours	12 - 15 jours	8 - 11 jours	4 - 7 jours	3 jours ou -
2	Traitement des modifications (Enregistrement des modifications d'un dossier personnel)	> 15 jours	12 - 15 jours	8 - 11 jours	4 - 7 jours	3 jours ou -
3	Emission des cartes de tiers-payant des nouveaux adhérents (hors affiliation de masse)	> 15 jours	11 - 15 jours	9 - 10 jours	6 - 8 jours	5 jours ou -
4	Préparation et envoi de la notice d'information à compter de la date de modification des contrats	> 61 jours	51 - 60 jours	41 - 50 jours	31 - 40 jours	30 jours ou -
5	Délai moyen de traitement des prestations reçues par flux NOEMIE	> 8 jours	6 - 7 jours	4 - 5 jours	2 - 3 jours	1 jour ou -
6	Délai moyen de traitement des prestations (hors NOEMIE)	> 13 jours	10 - 12 jours	7 - 9 jours	4 - 6 jours	3 jours ou -
7	Prise en charge hospitalière dès réception des informations	> 7 jours	6 - 7 jours	4 - 5 jours	2 - 3 jours	1 jour ou -
8	Réponse aux demandes de devis	> 10 jours	8 - 10 jours	6 - 7 jours	4 - 5 jours	3 jours ou -
9	Taux de décroché des appels téléphoniques	< 80%	80 - 84%	85 - 87 %	88 - 90%	> 90%

10	Délai de traitement des réclamations	> 15 jours	11 - 15 jours	9 - 10 jours	6 - 8 jours	5 jours ou -
----	--------------------------------------	------------	---------------	--------------	-------------	--------------

En fonction de la note globale obtenue, des pénalités sont ensuite calculées sur la rémunération de gestion annuelle perçue par le titulaire. Ces pénalités sont déterminées selon le tableau suivant :

Note obtenue	Pénalité appliquée sur la rémunération de gestion annuelle perçue par le titulaire
> 35	0%
30 - 35	3%
25 - 29	5%
20 - 24	8%
< 20	10%

Les critères en terme de santé sont notés sur la base de la performance réalisée par le titulaire sur une période annuelle.

Un rapport de résultat est remis par le titulaire du marché à la CANSSM à la fin du premier trimestre suivant l'exercice civil observé. Un débat contradictoire a lieu entre le titulaire et la CANSSM préalablement à l'application des pénalités.

En cas de pénalité, un abattement est réalisé sous forme de minoration des chargements sur l'exercice N, dans le cadre de l'établissement des comptes.

Les pénalités en cas de non-respect des engagements de qualité et de délais dans le cadre de ses missions **au titre des dossiers prévoyance** portent sur les critères suivants :

Compte de résultats	Non-respect des obligations de transmission des comptes	20 € par jour ouvré de retard.
---------------------	---	--------------------------------

	dans les délais prévus dans le CRT	
Site Web	Indisponibilité des espaces Web	Si indisponibilité de plus d'un jour par mois (hors indisponibilités programmées type maintenance), 1000 € par jour.
Transférabilité	Non-respect des dispositions prévues au CRT concernant le transfert des données en fin de contrat	1000 € par jour ouvré de retard

Les critères en terme de prévoyance sont notés sur la base de la performance réalisée par le titulaire sur une période annuelle.

En cas de pénalité, un abattement est réalisé sous forme de minoration des chargements sur l'exercice N, dans le cadre de l'établissement des comptes.

ARTICLE 7 FRAIS ET RISQUES

Le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 8 CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

8.1 Avance

Le régime de l'avance est soumis aux conditions des articles L 2191-2, L 2191-3 et R2191-3 à -12 du CCP.

Le candidat devra indiquer à l'acte d'engagement s'il renonce ou accepte de percevoir l'avance.

8.2 Nantissement et cession de créances

Les créances résultant du présent marché peuvent être cédées ou nanties dans les conditions prévues aux articles L2191-8 et R2191-45 à 51 et R2191-54 à 63 du CCP.

ARTICLE 9 ASSURANCES

Le titulaire, ainsi que ses éventuels cotraitants ou sous-traitants, déclarent être assurés pour leur responsabilité civile et professionnelle auprès d'une compagnie notoirement solvable pour tous les dommages matériels et immatériels (dommages corporels, matériels, immatériels, accidents, vols et pertes d'exploitation) consécutifs à l'exécution de la prestation par leur personnel ou leurs collaborateurs et ce, dans les conditions de droit commun des responsabilités délictuelles et contractuelles.

La responsabilité du titulaire pourra être engagée en cas d'inexécution partielle ou totale de la prestation, objet du marché, ou en cas de dommage causé aux éléments (matériels, logiciels, documentation, ...) de la CANSSM qui auront été mis à sa disposition.

Le titulaire s'engage à maintenir ces garanties pendant toute la durée du marché.

La CANSSM se réserve la possibilité de demander à tout moment la ou les polices d'assurance souscrites par le titulaire ainsi que la preuve de l'acquittement des primes correspondantes.

Les franchises éventuellement prévues par les contrats d'assurance souscrits par le titulaire restent intégralement à sa charge.

ARTICLE 10 SOUS-TRAITANCE

Les règles des articles R2193-1 à R2193-22 du Code de la Commande Publique sont seules applicables.

ARTICLE 11 CESSIION DE MARCHE

Dans le cas où les activités du Titulaire seraient cédées à une autre société à la suite d'une fusion, d'une cession, ou d'une restructuration, le transfert du marché du Titulaire à cette autre société sera possible dans les mêmes conditions d'exécution.

A ce titre, l'ensemble des dispositions du présent marché s'appliquera au bénéficiaire de la cession.

La conclusion d'un avenant de transfert concrétisera l'accord de la CANSSM quant à la poursuite de l'exécution du marché pour une nouvelle personne morale. Cet avenant devra comporter les signatures du Titulaire et du bénéficiaire de la cession.

ARTICLE 12 LITIGES

Les parties s'efforceront de régler par voie amiable les différends, qui pourraient survenir lors de l'exécution du présent marché.

Les litiges qui ne peuvent être réglés par voie d'arbitrage sont soumis aux juridictions judiciaires compétentes du ressort du siège social de la CANSSM (TGI de Paris –Parvis du Tribunal de Paris- 75859 Paris Cedex 17).

ARTICLE 13 MODIFICATIONS DE MARCHE

Conformément à ce qui est prévu aux articles L2122-1 et R 2122-7 du CCP, et si les conditions décrites à ces articles sont remplies, la CANSSM se réserve, le cas échéant, le droit de passer des marchés négociés de réalisation de prestations similaires.

ARTICLE 15. RESPECT DES INFORMATIONS DANS LE CADRE DU RGPD : SECURITE ET PROTECTION DES DONNEES

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données »).

Pour l'exécution du service, objet du marché, le Titulaire s'engage à :

1. Traiter les données transmises uniquement pour les finalités de la prestation qui font l'objet du marché

2. Traiter les données transmises conformément aux instructions de la CANSSM figurant dans les documents du marché. Si le Titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement la CANSSM. En outre, si le Titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit français, il doit informer la CANSSM de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public

3. Garantir la confidentialité des données à caractère personnel transmises dans le cadre du présent marché

4. Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel transmises en vertu du présent marché :

- s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
- reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

5. Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut

6. Demander l'autorisation à la CANSSM pour faire appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques des données transmises. Il doit informer préalablement et par écrit la CANSSM de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants.

Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du marché de sous-traitance. La CANSSM dispose d'un délai minimum de 15 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si la CANSSM n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

7. Notification des violations de données à caractère personnel

Le Titulaire notifie à la CANSSM toute violation de données à caractère personnel transmises dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par mail à l'adresse suivante : dpo@filieris.fr

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à la CANSSM, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

8. Désignation d'un DPO

Le Titulaire communique à la CANSSM le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données

ARTICLE 16. CLAUSE DE REVERSIBILITE

Cette prestation a pour objectif de permettre à Filieris de faire reprendre par un tiers l'ensemble de la prestation objet du présent marché et ce, dans les meilleures conditions et sans discontinuité de service, en cas de résiliation future du contrat ou à l'issue du marché.

Dans le cadre des opérations de réversibilité, le prestataire s'engage à faire ses meilleurs efforts et à collaborer pleinement avec Filieris en vue de permettre une reprise des prestations dans les meilleures conditions et sans discontinuité de service. A ce titre, il devra, sans que cette liste ne soit limitative, réaliser les prestations suivantes :

- Rassembler et transférer au nouveau fournisseur désigné par Filieris, toute la documentation, ainsi que tous les contenus nécessaires à la compréhension, à l'administration et à la poursuite de la prestation ;
- Transmettre un bilan de chaque contrat.

Pour chacune de ces prestations, le titulaire s'engage à mobiliser du personnel disposant des compétences et de l'expérience nécessaires afin d'assurer la bonne réalisation des opérations de réversibilité.

ARTICLE 17 DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Article(s) du CCP	Objet	Article du CCAG/FCS
7.1	Résiliation	29
7.2	Pénalités	14.1